



DOSSIER **DES COMMUNAUTÉS SOLIDAIRES POUR UNE RIPOSTE EFFICACE**

CINA QUESTIONS A...
 Dr Ndeye Fatou NGOM
 Coordonnatrice du
 Centre de Traitement
 Ambulatoire (CTA)



ECHO DES ACTEURS
 Campagne contre
 la Covid-19 dans
 la région de Dakar





La survenue de l'épidémie à coronavirus a été l'événement qui a secoué le monde en cette année 2020. Une pandémie qui vient s'ajouter à une autre que depuis plus de trente ans l'humanité tente d'éliminer : le Sida.

Ces deux pandémies ont causé la mort de milliers de personnes dans le monde, bien que de façons différentes. Contenir la propagation du coronavirus implique un engagement qui a été fondamental dans la lutte contre le sida avec des résultats encourageants que nous avons.

Informez et communiquez encore et encore pour éviter surtout la stigmatisation des patients guéris de covid 19. La longue résistance face au VIH enseigne en effet que la stigmatisation est un frein à l'accès aux soins.

Quoiqu'il en soit, le Sénégal a très tôt pris toutes ses dispositions pour faire face à la propagation de cette pandémie marquée par son imprévisibilité et son impact.

Le Conseil National de lutte contre le Sida a apporté sa contribution au Plan de Résilience contre la covid 19, avec 270 millions pour appuyer les structures du Ministère de la santé et de l'Action sociale et assurer la continuité des services VIH. Les réseaux communautaires mis en place dans la riposte au VIH ont pu servir de modèles à la prévention et à la sensibilisation sur le coronavirus.

Et pourtant, en dépit de cette pandémie et des conséquences entraînées dans la marche du monde, le Sénégal a pu finaliser la Demande de Financement au Fonds Mondial sur la période 2020-2022. Là aussi, la démarche a pu se faire de façon inclusive et toutes les parties liées d'une façon ou

d'une autre à la riposte contre le VIH ont contribué à la préparation du document, à travers un processus de dialogue pays inclusif.

Une revue nationale a permis le partage des résultats de la mise en œuvre et l'analyse des indicateurs au niveau de chaque région. Au niveau communautaire, différentes rencontres ont permis d'obtenir de fortes recommandations et un consensus pour mutualiser et valoriser l'expertise communautaire.

Le Cnls a aussi publié comme tous les ans, son rapport. On retiendra de ce document quelques avancées majeures et rassurantes, comme une baisse globalisée des infections ou la mise en œuvre satisfaisante des 90-90-90 et de la stratégie de prise en charge des femmes Vih enceintes. Cette dernière avancée est le résultat immédiat de la stratégie « ndéye dikké » qui met la sage-femme au centre du dispositif de suivi du couple mère-enfant pour un meilleur suivi et une bonne administration des soins.

Par contre, les nouvelles infections ont connu un regain chez les jeunes et les adolescents. Un constat qui explique la mise en place de la stratégie « All In ». Son but est de promouvoir une participation significative des adolescents, jeunes filles et garçons aux processus décisionnels pour la prise en compte de leurs besoins dans l'élaboration des stratégies de lutte contre le VIH.

Malgré les nombreux défis à relever liés à la pérennisation des acquis et la nécessité de mobiliser des fonds domestiques, le CNLS va continuer de se focaliser sur l'adaptation et la continuité des services comme leçon apprise de l'épidémie COVID19 et d'accélérer les stratégies à haut impact pour maintenir les acquis de la riposte.

Il s'agit dès lors de lever les obstacles à l'accès à des services de qualité et d'accélérer la prévention de nouvelles infections en particulier chez les jeunes. Pour un Sénégal sans Sida en 2030.



Sommaire

VIE DU PROGRAMME

- Rapport Cnls 2019 : une tendance baissière pleine de promesses et de défis. 01
- Stratégie ALL-IN : Impliquer les jeunes et les adolescents pour une génération sans sida 02
- NFM3 : Le Fonds Mondial renouvelle son appui pour le contrôle de l'épidémie 03
- Prévention et sensibilisation : Le Cnls outille les religieux 04
- Forum des partenaires : Accélérer la riposte et pérenniser les acquis. 05

DOSSIER

- « La riposte contre le VIH à l'heure du coronavirus » 15
- Le Cnls octroie 250 millions pour appuyer les structures et assurer la continuité des services. 23
- Contre le déni et la stigmatisation 20
- Les bloggeurs et les journalistes : informer juste et vrai 23

ECHO DES ACTEURS

- ANCS : des volontaires de l'Alliance Nationale des Communautés pour la Santé (ANCS) mènent la lutte contre le Covid. 21
- COVID-19 et VIH : 1 époque, 2 épidémies, 3 opportunités 23
- Financement de la riposte : les craintes du Fonds mondial 25
- 31

TROIS QUESTIONS A...

- DR KINE NDIAYE
coordonnatrice du centre de traitement ambulatoire (CTA) 14

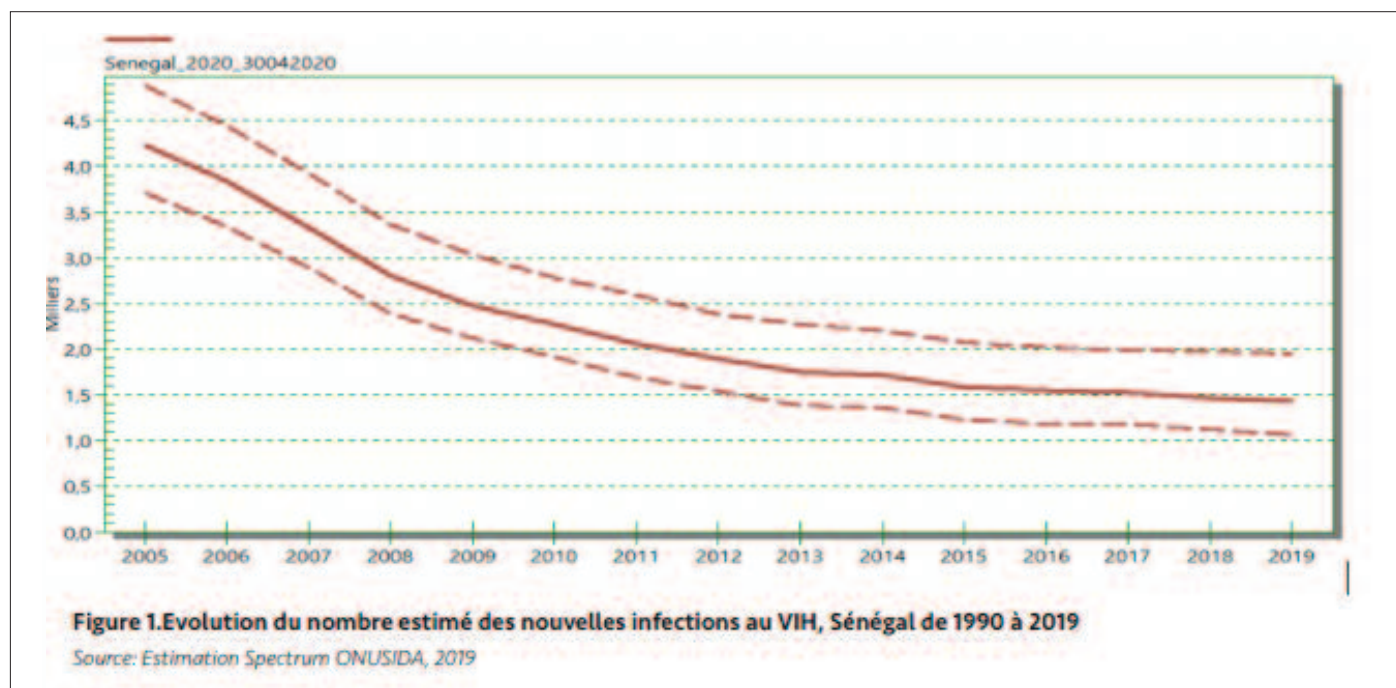


RAPPORT CNLS 2019

UNE TENDANCE BAISSIÈRE PLEINE DE PROMESSES

Le rapport 2019 Cnls paraît dans un contexte marqué par la pandémie de coronavirus. Un mal méconnu et imprévisible.

Le Cnls s'est très tôt adapté en mobilisant ses ressources aussi bien financières qu'humaines pour anticiper sur les inéluctables conséquences socio-économiques engendrées par la Covid 19 et préserver les acquis obtenus dans la riposte au VIH : La baisse des nouvelles infections et la mise en œuvre de la stratégie de parrainage des femmes enceintes entre autres avancées majeures notées



Dépistage des femmes enceintes : Si près du but

Le rapport 2019 du Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS) affiche des avancées rassurantes dans la prévention de la transmission de cette maladie, de la mère à l'enfant, avec une proportion de femmes enceintes dépistées passée de 51% à 81% entre 2017 et 2019.

L'année 2019 est marquée dans la lutte contre le VIH/Sida par la mise en œuvre du Plan d'accélération de l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH/Sida, souligne le dernier rapport annuel du CNLS.

Le programme de lutte contre le Sida a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie de parrainage des

femmes enceintes séropositives par les sages-femmes "ndèye dické" (marraines chargées de donner des conseils de santé) lancée en 2018.

Baisse de la prévalence chez les professionnelles du sexe

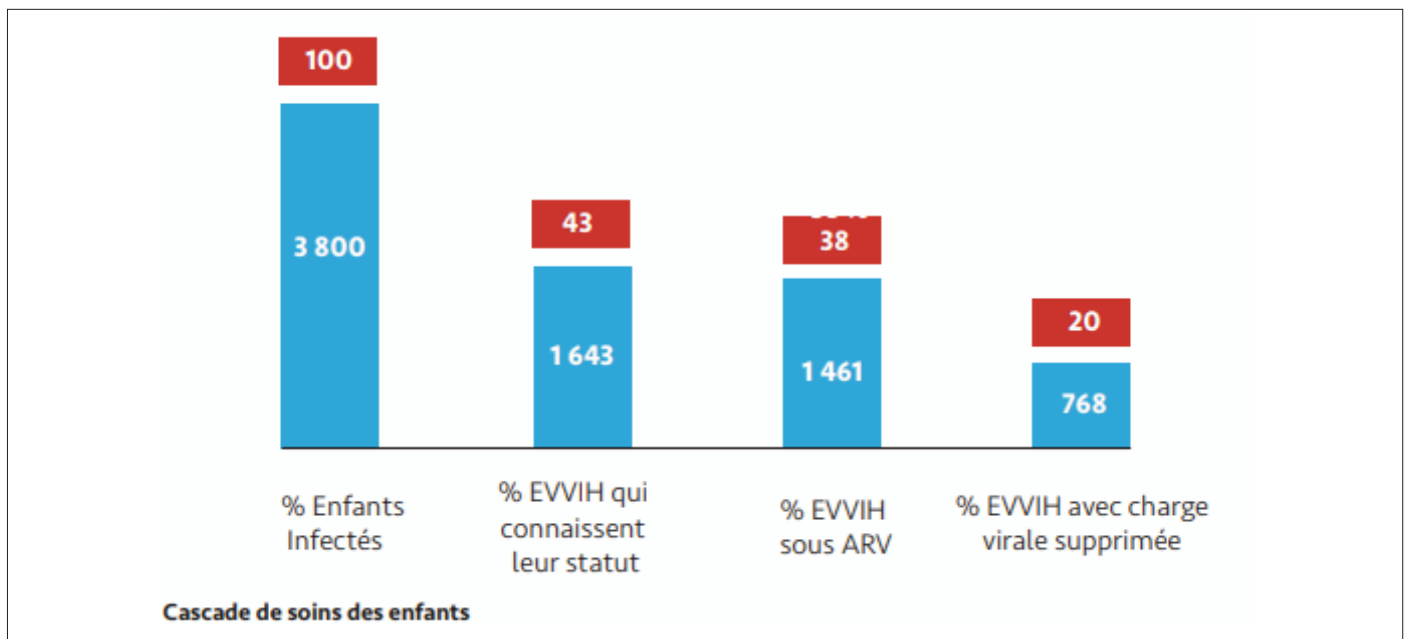
La prévalence du VIH chez les femmes professionnelles du sexe connaît une baisse régulière. En effet, elle est passée de 18,5 % en 2010 à 6,6 % en 2015 puis 5,8 % en 2019 (ENSC, 2010) cette même tendance est observée selon la catégorie. Chez les professionnelles du sexe officielles, c'est-à-dire suivies dans le cadre du fichier officiel de la prostitution, la prévalence du VIH est passée de 23,8 % en 2010 à 8,7 % en 2015 et 8,6 % en 2019, alors que chez les professionnelles du sexe clandestines elle est passée de 12,1 % à 5,4 % pour la même période et à 2,8 % en 2019 (ENSC, 2010 et 2015).

Accélérer le dépistage et la prise en charge des enfants vivant avec le VIH/Sida.

Sur une estimation de 3.800 enfants infectés par le VIH au Sénégal, 1.643 ont été diagnostiqués, soit 43%, et environ 1.461 ont eu accès au traitement antirétroviral, soit 38% d'entre eux. Ces résultats montrent "un faible accès au dépistage et aux traitements chez les enfants" lié à plusieurs facteurs dont "la stigmatisation, le nombre d'enfants vivant avec le VIH/Sida, mais aussi l'insuffisance de l'intégration du dépistage systématique dans les services de prise en charge des enfants".

Sur cet aspect, le CNLS entend renforcer la stratégie de parrainage des femmes enceintes séropositives par les sages-femmes en plus d'un passage à l'échelle de la délégation des tâches par le ministère de la santé

Les organisations communautaires seront plus que jamais mobilisées pour faire la différence dans l'accélération de l'accès des enfants aux tests précoces et aux traitements ARV ainsi que dans l'accompagnement psychosocial pour la rétention dans les soins.



En perspective : Le Financement national de la riposte

Avec plus de 70,0 % de la riposte soutenus par les financements extérieurs, le Sénégal reste confronté à des défis liés à la pérennisation et la transition vers un financement principalement national pour le VIH.

Un financement durable du sida n'est possible que dans un cadre plus large du Financement de la santé avec une stratégie efficace de mobilisation de ressources domestiques. Cette mobilisation de ressources internes va davantage insister sur le renforcement de la contrepartie de l'Etat, sur une meilleure implication des collectivités territoriales, du privé à l'effort de santé en sus du développement de

stratégies innovantes de financement de la santé couplée à l'amélioration du rapport coût-efficacité et l'efficacité des interventions à travers l'intégration des services. Cette combinaison d'efforts permettra de jeter les bases solides de la transition vers une pérennisation de la riposte au sida.

CNLS MAGAZINE



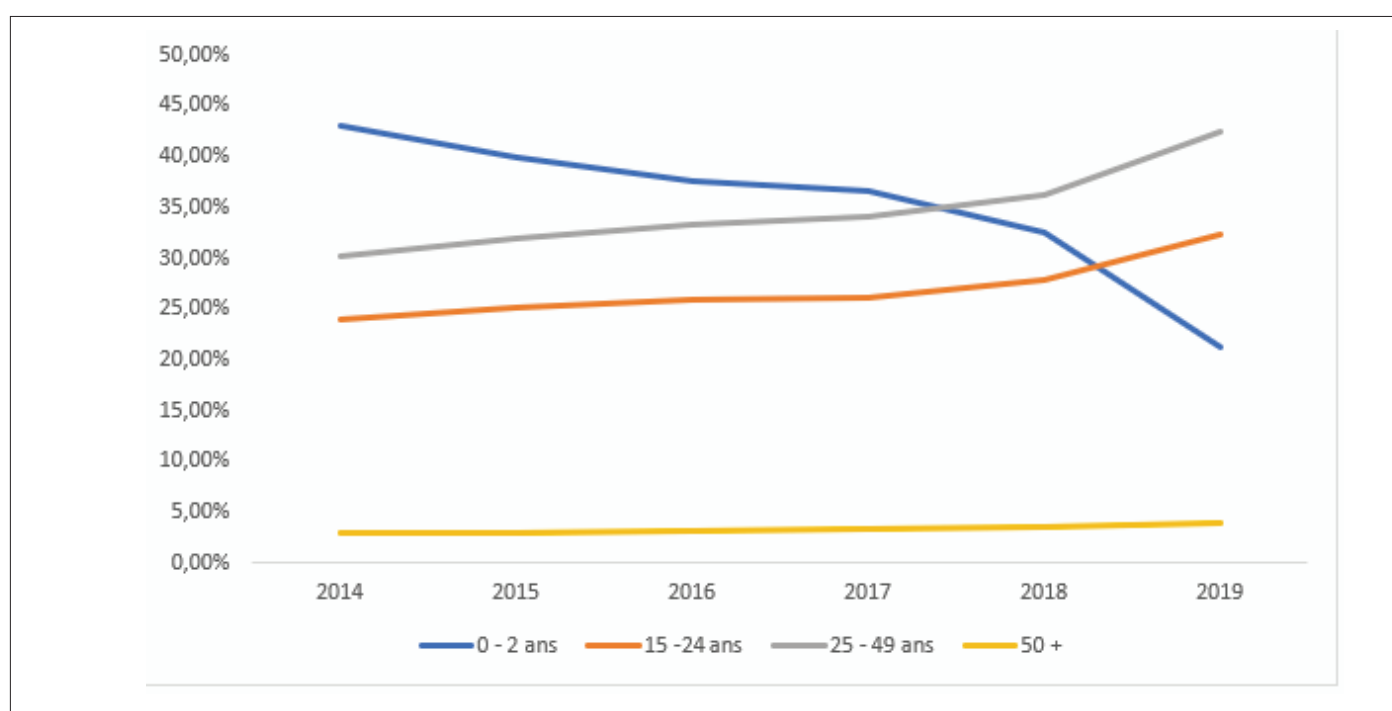
STRATÉGIE ALL-IN

DES PLANS RÉGIONAUX EN COURS D'ÉLABORATION POUR UNE GÉNÉRATION SANS SIDA

Les nouvelles infections baissent régulièrement depuis plus de 5 ans, sauf dans la tranche d'âge des 15-24.

Ceci justifie l'adoption de la Stratégie nationale « ALL IN », (Tous Ensemble), qui vise à promouvoir une participation significative des adolescents/jeunes aux

processus décisionnels et la prise en compte de leurs besoins dans l'élaboration de la stratégie qui vient d'être achevée. Cette approche, soutenue par l'UNICEF, va apporter une réponse adaptée pour et par les adolescents /jeunes afin de renforcer la réponse au VIH dans cette cible et juguler ainsi les nouvelles infections chez cette tranche d'âge.



Sous la coordination du Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS), le processus d'élaboration a été participatif, interactif et inclusif prenant en compte la diversité des partenaires et des acteurs intervenant auprès des adolescent(e)s jeunes au Sénégal. Une attention particulière a été accordée à la participation des associations de jeunes filles et des jeunes garçons durant tout le processus. En plus des acteurs du secteur public, l'ensemble des acteurs notamment la société civile et partenaires intervenant dans le domaine ont été mis à contribution dans le processus à travers :

- La mise en place d'un comité de pilotage technique sous la coordination du CNLS. Ce comité, basé sur une approche multisectorielle, était responsable du suivi du processus en particulier de l'analyse et de la validation de toutes les étapes.
- La participation des partenaires techniques et financiers du CNLS : Ils sont membres du comité de pilotage technique et ont participé à toutes les étapes de l'élaboration de la stratégie notamment l'atelier de planification, au partage des différents drafts et à la validation des différents documents.

- La participation active des jeunes dans le processus à travers le cadre de concertation de la santé des adolescentes jeunes et autres réseaux des jeunes.

A terme : A chaque région son plan ALL IN

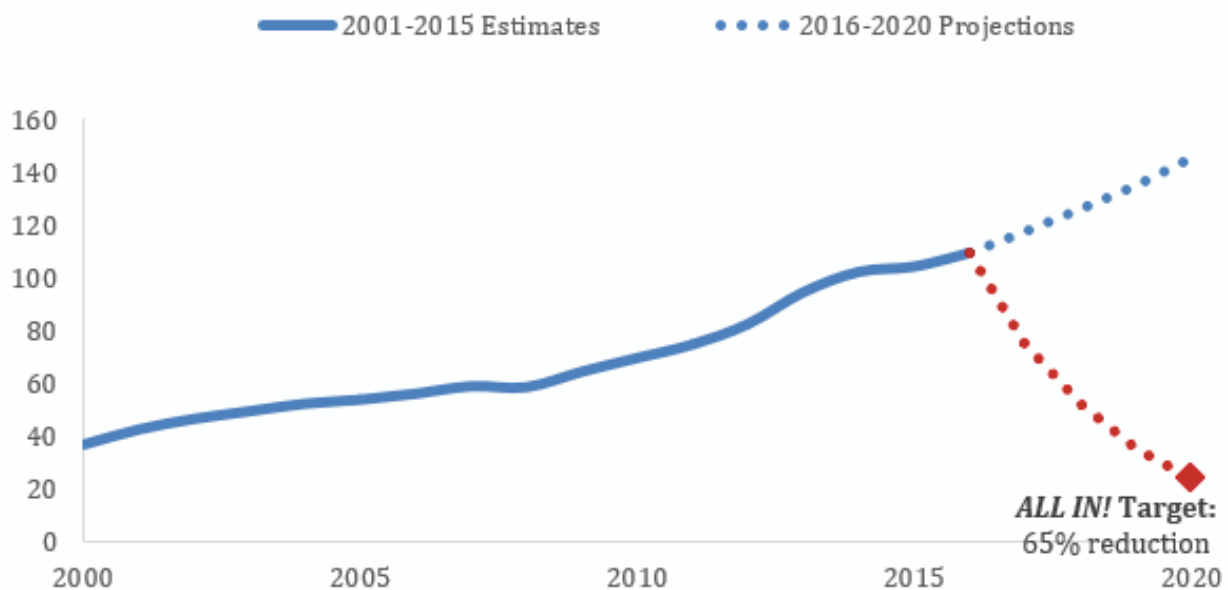
Un plan ALL IN national va permettre au cnls et à l'Unicef de programmer dans chaque région l'élaboration des plans ALL IN régionaux, qui prendrait la spécificité de chaque région avec une implication effective des districts. Les districts pourraient alors par la suite élaborer des plans opérationnels All In sur la base de leur plan régional.

Cette approche permettra à chaque région de disposer d'un plan ALL IN qui tient compte de sa spécificité et de mettre en pratique la stratégie de mobilisation des ressources proposée dans le document pour financer les plans opérationnels des districts.



promouvoir une participation significative des adolescents aux processus décisionnels

Estimated number AIDS-related deaths among adolescents (aged 10-19), 2000-2016 with 2017-2020 projections



Graphique 4 : Estimation du nombre de décès liés au VIH chez les adolescents de 10 à 19 ans depuis 2000 et projection pour 2020 (source UNICEF, Analyse estimation UNAIDS 2017).

LE NFM3 SUR LA RAMPE DE LANCEMENT

Le Fonds Mondial de lutte contre la tuberculose le paludisme et le sida alloue en Novembre 2019 une subvention sur la période 2021-2023 destinée à la lutte contre le SIDA. Cette somme devrait permettre d'assurer une riposte basée sur le renforcement des résultats des 3x90, avec pour objectifs : une prise en charge assurée à 80%, une plus grande couverture de la charge virale et la mise à l'échelle d'un paquet d'interventions préventives pour les Populations Clés, incluant par exemple les autotests, la Prep, et les préservatifs.

Note conceptuelle 2020-2022 : Préparer, analyser, Produire, Décider

C'est sur la base des indications du Fonds Mondial que le Sénégal a élaboré une note conceptuelle suivant un processus participatif et inclusif qui a touché tous les acteurs sous la supervision du CCM, l'organe d'exécution du Fonds Mondial au Sénégal.

Une réunion du CCM a permis de définir une feuille de route pour l'élaboration du document. La réunion des partenaires du CNLS a servi d'opportunité pour le lancement des travaux d'élaboration de la demande de financement et le partage régulier de l'état de mise en œuvre de la feuille de route.

Par la suite, une synthèse des données des revues régionales, ajoutée à une enquête sur l'atteinte des résultats à mi-parcours du PSN, ont permis le partage des résultats de la mise en œuvre et l'analyse des indicateurs au niveau de chaque région.

Forums, ateliers, réunions thématiques :

Le Forum national des partenaires a permis une réflexion approfondie sur la pérennisation institutionnelle, le financement de la riposte et la définition des orientations prioritaires de la phase 2 du PSN 2018-2022 sans manquer de définir les grandes orientations du programme suite aux résultats de l'évaluation à mi-parcours du PSN 2018-2022.

Différents ateliers se sont par ailleurs tenus : d'abord avec les populations clé et autres groupes vulnérables pour l'identification des priorités des populations-clé et autres groupes vulnérables notamment pour la prévention des nouvelles infections chez les jeunes.

C'est dans ce cadre qu'il faut citer l'élaboration d'un plan quinquennal sur les droits humains et un atelier avec les religieux qui ont permis d'identifier les obstacles à un exercice correct du des droits à la santé de ces populations

Des réunions thématiques pour identifier les priorités, harmoniser les activités TB/VIH avec un consensus sur la mutualisation et la valorisation de l'expertise communautaire.

Le CCM a accompagné tout le processus d'élaboration de la note et a procédé à la validation avec les acteurs de toutes les interventions et activités proposées : Prévention, réduction des obstacles qui entravent l'accès aux soins, services de dépistage différenciés du VIH, PTME, Traitement, Prise en charge et soutien aux Pwih.



PRÉVENTION ET SENSIBILISATION

LE CNLS INTÈGRE LES RELIGIEUX DANS LA LUTTE CONTRE LES NOUVELLES INFECTIONS

Lancer des messages forts pour que les gens ne dorment pas sur leurs lauriers et sachent que la maladie est une réalité



La survenue de la covid 19 a interrompu une série de concertations initiée par le Cnls avec les religieux du pays, partenaires historiques de la riposte au Vih.

C'est à Thiès qu'une première rencontre s'est tenue à travers un atelier destiné à discuter d'aspects nouveaux constatés dans la riposte. Il s'agit, entre autres, d'une prévalence persistante chez les jeunes. En effet on estime que 32% des nouvelles infections du Vih/Sida concernent cette catégorie de la population. Une redynamisation de certains aspects de la riposte s'impose dès lors. Tout le sens qu'il faut donner au partenariat entre le Cnls et l'Alliance des religieux chrétiens et musulmans et des experts médicaux.



des groupes de travail pour discuter des messages

« Des voix autorisées »

Cette augmentation des infections chez les jeunes n'est pas la seule problématique à résoudre. Il s'y ajoute aussi la situation des enfants nés de parents séropositifs et dont la prise en charge est souvent incertaine.

De ce fait, Selon la secrétaire exécutive du Cnls, et dans la perspective de s'adapter aux nouveaux aspects de la riposte : « Nous pensons qu'il y a des voix plus autorisées que nous. Lesquelles peuvent s'ajouter à la nôtre pour sensibiliser les populations, surtout sur la tolérance, la stigmatisation et la discrimination ».

En effet a-t-elle poursuivi, la crainte d'être stigmatisé et rejeté constitue un frein au dépistage. D'où, la nécessité de sensibiliser la population sur la tolérance, la stigmatisation et la discrimination.

Pour la secrétaire exécutive du Cnls : « Les imams, les évêques qui prêchent au sein de cette communauté sont des voix encore plus autorisées que nous pour parler de ces problèmes.

Nous les avons réunis avec les experts médicaux pour vraiment les sensibiliser et les expliquer de tout ce que nous faisons dans la lutte contre le Sida pour qu'ils nous développent leurs arguments. »



« Ne pas dormir sur ses lauriers »

Le représentant de l'Eglise, Mgr André Guèye évêque de Thiés a rappelé l'implication du clergé dès le « début de la lutte contre le Sida ». Il souligne que leur rôle est de venir compléter celui des techniciens, : « dans la prévention, dans nos homélies, dans les adresses que nous faisons lors des assemblées spirituelles ou même d'autres assemblées où nous avons le Peuple avec nous, lancer des messages forts pour que les gens ne dorment pas sur leurs lauriers et sachent que la maladie est là. »

PHOTO

7^{ÈME}

ÉDITION DU FORUM DES PARTENAIRES

« ACCÉLÉRER LA RIPOSTE ET PÉRENNISER LES ACQUIS
L'ÉLIMINATION DU SIDA D'ICI 2030 ».



La 7^{ème} édition de ce Forum qui s'est tenue le 8 janvier 2020 au King Fahd Palace et dont le thème est « accélérer et pérenniser la riposte pour l'élimination du sida d'ici 2030 » est intervenu dans un contexte particulier : revue à mi-parcours du PSN 2018-2022, l'adoption d'une feuille de route sur la transition et la pérennité à l'horizon 2030, le lancement du 3^{ème} cycle du nouveau modèle de financement du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme et l'évaluation en fin 2020 de l'atteinte des engagements de l'élimination, notamment les trois (3) 90.

En effet, au niveau mondial, l'enclenchement des stratégies pour mettre fin à l'épidémie du VIH coïncide avec une diminution continue des financements alors que les ressources domestiques restent encore faibles dans la réponse nationale au VIH/sida. En plus de rompre cette dépendance sur le financement extérieur, le CNLS doit engager et réussir des mutations profondes en matière de gouvernance et de mobilisation de ressources pour garantir la pérennité de la réponse au VIH/Sida au Sénégal. Sur le plan programmatique, des innovations majeures sont nécessaires pour mieux cibler les groupes qui sont les moteurs de l'épidémie sans compter le renforcement du partenariat avec certains secteurs clés de la réponse (société civile, secteur privé, etc.).

Une meilleure concertation et une large synergie des acteurs en vue d'éliminer le VIH en 2030.

Au total des débats et des discussions autour de 05 thématiques ont rythmé la tenue de ce forum.

Sur la gouvernance et la pérennisation de la riposte, il est retenu d'optimiser les ressources dans un contexte de rareté de moyens et une organisation plus efficiente serait opportune. Parmi les objectifs primordiaux figure l'éradication du sida d'ici 2030. Le fast track (3x90) est considéré depuis de nombreuses années comme le moyen le plus indiqué pour son atteinte. Une délégation des tâches semble nécessaire de même qu'un dépistage cible des populations les plus exposées au VIH.

La recrudescence des cas d'infection chez les jeunes constitue une préoccupation chez les spécialistes. Parmi les pistes pour freiner le phénomène, une évaluation méthodologique des interventions pédiatriques est à prescrire de même qu'un ciblage des interventions sur 15-24 ans d'où

la nécessité de repenser le ciblage de la communication pour l'atteinte des 3x90.

L'implication et la pertinence du volet communautaire dans la lutte contre le Vih ne sont plus à démontrer. Des innovations devront être apportées dans les stratégies et le forum a examiné cet aspect pour proposer : Le dépistage démedicalisé et l'autotest, le ciblage des populations clés et des approches innovantes comme le projet LILO, les cliniques mobiles ou les cliniques communautaires.

Toute l'articulation de la riposte devra reposer sur un environnement favorable pour une riposte pérenne. De ce fait, il est essentiel de mieux former la presse, de reprendre les échanges avec les religieux sans manquer d'organiser des formations sur les droits humains.

« S'organiser », « s'organiser », « s'organiser »

Les discussions et échanges lors du Forum ont fait ressortir que la lutte contre le VIH/Sida au Sénégal devra opérer un changement de paradigme et prendre résolument en compte de nouvelles orientations : Il est ainsi suggéré au Cnls de s'organiser et de, se réformer, tout en opérant « des mutations profondes » sur le plan de la gouvernance.

Une innovation de taille serait la mise en avant des groupes les plus affectés par le VIH dans les schémas de gouvernance, dans les cycles de conception et la planification des programmes.

Dun autre côté, les stratégies et activités de lutte contre le VIH/Sida doivent être focalisées et centrées sur les groupes porteurs de l'épidémie (jeunes/adolescents, mères/enfants et autres populations clés ou vulnérables.

COVID ET VIH AU SÉNÉGAL

Dès le début de la pandémie, les Nations unies sonnent l'alerte : « A l'échelle de l'Afrique subsaharienne, le nombre de morts du sida risque de doubler à cause du coronavirus, Perturbation dans l'accès aux antirétroviraux, rupture d'accès aux soins, baisse de la prévention et de la fréquentation des centres de santé... Ces facteurs pourraient entraîner 500 000 décès supplémentaires sur une année ».

DR Safiatou Thiam du cnls et les responsables de l'Hopital Fann



Le caractère létal et méconnu de la pandémie laissait présager du pire. Le Sénégal initie aussitôt un programme de résilience économique et social et réserve un budget de 1 000 milliards de francs CFA afin de venir en aide aux secteurs économiques les plus touchés par la crise et d'apporter une aide alimentaire aux plus vulnérables.

Contribution financière et matérielle

Le Cnls a joué très tôt sa partition dans le sillage du gouvernement du Sénégal. Ainsi à travers le Fonds Mondial et son budget de contrepartie, le Conseil a pu mobiliser une contribution de 250 millions de FCFA. L'objectif est de contribuer au contrôle de l'épidémie et d'en atténuer les impacts sur les services de VIH/sida.



Le Cnls a par ailleurs débloqué un autre appui sous forme d'un lot de produits et matériels d'une valeur de 11.650.000cfa octroyé à la pharmacie centrale du centre hospitalier national universitaire de FANN.

L'expérience de la lutte contre le sida : Prudence et vigilance pour faire face

L'onusida évoque, dès le début de la propagation de l'épidémie à travers le monde, une maladie qu'il faut prendre au sérieux et exhorte les personnes vivant avec le Vih à respecter les mesures préventives afin de minimiser leur exposition.

De l'avis des spécialistes, les personnes âgées vivant avec le VIH ou les personnes séropositives ayant des problèmes cardiaques ou pulmonaires sont potentiellement exposées à un risque plus élevé de contracter le virus et de développer des symptômes plus graves. Il est ainsi recommandé à toutes les personnes vivant avec le VIH d'entrer en contact avec leur médecin afin de disposer des médicaments indispensables en quantité suffisante. Les patients respectant leur traitement ne sont pas plus vulnérables au Covid-19 que le reste de la population, rappellent-ils.

Continuité des soins et communication

Les associations de pvvih ont tenu à rassurer dès le départ. Aussi bien dans le dépistage que le soutien psychologique, elles sont intervenues en appoint aux structures de santé pour faciliter une continuité des soins.

A toutes ces recommandations, on peut ajouter la mise à profit des réseaux sociaux pour une forme de communication adaptée et pratique. C'est ainsi qu'un numéro vert destiné aux personnes vivant avec le VIH existe au Centre de Traitement ambulatoire (CTA).

En parallèle, existe aussi un réseau sur WhatsApp regroupant l'ensemble des responsables de centres de soin de thérapie antirétrovirale et qui réitère les recommandations sur la manière d'adapter la fourniture de soins aux personnes vivant avec le VIH, y compris pour ce qui est de la délivrance de médicaments pour au moins trois mois de traitement contre le VIH.

Le Cnls s'est aussi grandement investi dans la rédaction et la diffusion de messages, de communiqué de presse et de bannières sur les réseaux sociaux.

L'objectif était d'attirer l'attention sur les mesures préventives à prendre contre la COVID-19, en particulier pour les personnes vivant avec le VIH.

Contre le déni et la stigmatisation : porter la bonne information

Par ailleurs la riposte contre le VIH a toujours reposé en grande partie sur les organisations et les réseaux communautaires. Ces structures ont ainsi joué un rôle déterminant dans la sensibilisation. L'information et dans la préservation de la bonne information.

Une similitude entre le coronavirus et le VIH consiste dans la stigmatisation et la discrimination auxquelles s'exposent ceux qui en sont atteints.

L'expérience du Cnls dans cet aspect de la riposte au VIH, lui a permis de préconiser la mise en place des supports de communication adaptés, ainsi que l'implication des communautés dans la définition, la gestion et le suivi des programmes dans le but de réduire la stigmatisation liée au coronavirus.



Lot de matériel de protection et de produits d'hygiène destiné à la structure CRCF.

CONTRE LE DÉNI ET LA STIGMATISATION



Dr Fatou Nar Mbaye secrétaire exécutive adjoint du Cnls

Le déni de la maladie à coronavirus et la discrimination dont sont le plus souvent victimes les personnes infectées, sont des facteurs déterminants de la propagation de cette pandémie et doivent être combattus par une approche communautaire, estime la secrétaire exécutive adjointe du Conseil national de lutte contre le Sida, docteur Fatou Nar Mbaye Diouf.

Les efforts des autorités sanitaires risquent d'être annihilés, à cause d'un certain nombre de comportements et d'attitudes au sein des communautés dont certains membres semblent ne pas mesurer la gravité, a-t-elle affirmé, jeudi, au cours d'un atelier organisé à l'intention des journalistes en santé.

"Au Sénégal, depuis le 2 mars, le nombre de cas augmente chaque jour. Avec les dernières estimations, nous allons bientôt atteindre la barre des 10.000 cas et plus de 174 décès", a-t-elle alerté.

Elle prévient que cette tendance risque de continuer, surtout avec l'augmentation des cas issus de la transmission communautaire, "facteur par excellence de la propagation rapide de la pandémie".

"Dans ce combat pour le changement des comportements, la presse doit être à l'avant-garde pour participer efficacement à la diffusion de la bonne information et au travail de sensibilisation envers les communautés dont vous êtes membre à part entière", a lancé le docteur Fatou Nar Mbaye.

Pourtant, bien avant la détection du premier cas, le 02 mars 2020 au Sénégal, le MSAS, avec l'appui des autres secteurs et les partenaires techniques et financiers (PTF), a développé une panoplie d'interventions basée sur la communication, a rappelé le docteur Ibou Guissé, du Service national de l'éducation et de l'information (SNEIPS).

Ces interventions convergent toutes vers la promotion des mesures de protection individuelles et collectives afin de prévenir et rompre la chaîne de transmission, a-t-il précisé.

"Il urge aujourd'hui d'engager le combat contre les adeptes du déni et vous acteurs de la communication avez un rôle très important à jouer", a-t-il ajouté. Pour docteur Guissé, "le retour d'information sur le terrain fait état de déni et de stigmatisation, ce qui constitue un frein à la lutte contre la pandémie".

Le président de l'Association des journalistes en santé, population et développement (AJSPD), Alasane Cissé, soutient que la presse entend jouer pleinement son rôle dans cette lutte contre la Covid-19 par la diffusion de la bonne information et la sensibilisation de la population.

Dans cette perspective, l'Association continue de renforcer les capacités de ses membres pour un

meilleur traitement de l'information sur la Covid-19, a-t-il ajouté.

Après une formation sur la communication de crise et l'engagement communautaire, le Conseil national de lutte contre le Sida compte fournir aux journalistes les outils nécessaires qui leur permettront de mieux jouer leur partition dans la lutte contre cette pandémie.

APS

LUTTE CONTRE LE SIDA

LE CNLS MISE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

La prévalence du Vih/sida est faible au sein de la population générale, et élevée parmi les groupes vulnérables que sont les MSM et usagers de drogue injectable durant ces trente dernières années, au cours desquelles des progrès considérables ont été accomplis, par les acteurs de la lutte contre le sida.

Mais pour relever les défis qui persistent en perspective de la fin de l'épidémie à l'horizon 2020, le Conseil National de Lutte contre le sida

s'est non seulement doté d'un guide qu'est la Stratégie nationale de communication pour le changement de comportement (2016-2020), mais aussi affine sa communication et mise sur les réseaux sociaux.

Une manière stratégique de ratisser large dans la prévention, et de toucher les 5 503 800 utilisateurs des médias sociaux combinés. Une cible jeune, victime majoritaire des nouvelles infections recensées.



bloggers

CAMPAGNE CONTRE LA COVID-19 DANS LA REGION DE DAKAR

Plus de 145 000 personnes enrôlées par les volontaires de l'ANCS

Des résultats satisfaisants ont été atteints, lors de la première phase de la campagne des volontaires de l'Alliance Nationale des Communautés pour la Santé (ANCS). En effet, plus de 145 000 (Cent quarante-cinq mille) personnes ont été enrôlées à travers la région de Dakar. C'est ce qui est ressortie de l'évaluation de cette campagne de mobilisation communautaire contre la Covid-19 initiée par l'ANCS et qui a regroupé plus de 1000 volontaires à travers les quartiers de Dakar, épicentre de l'épidémie du Coronavirus au Sénégal.

L'ensemble des personnes touchées par les volontaires de l'ANCS dans le cadre de la riposte à la Covid-19 ont reçu un paquet de services comportant des messages de sensibilisation et de prévention sur l'adoption des gestes barrières contre le Coronavirus. En plus de porter le bon message au sein des familles, les volontaires de l'ANCS ont distribué des masques et des flacons de gel dans les ménages et lieux de regroupement au sein des quartiers.

La communication de cette campagne a été essentiellement axée sur l'adoption des mesures barrières au sein de la communauté mais également comment protéger les personnes vulnérables que sont les personnes âgées et celles qui ont des comorbidités ou d'autres pathologies chroniques.

Selon le Directeur technique de l'ANCS Massogui Thiandoum, l'approche développée par l'ANCS est très innovante car elle permet également aux volontaires, une fois au sein des familles, d'expliquer comment protéger les personnes vulnérables, âgées, vivant dans une promiscuité ou bien exerçant une activité qui les expose à l'infection au Coronavirus du fait des multiples contacts qu'elles réalisent quotidiennement dans le cadre de leur activités professionnelles.

Ainsi, sur les 145 000 personnes touchées, on relève près de 8856 personnes vulnérables. Les volontaires de l'ANCS ont eu à visiter 27 106 ménages, 2143 places publiques, 3069 services (boutiques, laveurs

de voitures, petits commerces) et 2143 places publiques.

En plus, Au-delà de cette mission de prévention et de sensibilisation, les volontaires de l'ANCS ont été capables à la collecte de données. Dotés de fiches de suivi et de collecte d'informations, ces volontaires renseignent sur le nombre de personnes touchées, le nombre de personnes vulnérables identifiés, les difficultés rencontrées, les besoins exprimés ainsi que les recommandations des communautés par rapport à lutte contre le Covid-19.

Ces fiches de renseignement permettent à l'ANCS d'en savoir un peu plus sur les perceptions, les attitudes et les pratiques des personnes et des familles touchées. Mais également renseignent sur les déterminants sociaux et dimensions socio-anthropologiques liées aux comportements des personnes et des communautés face à la propagation de l'infection à Coronavirus.

« Cela permet à l'ANCS de bâtir, dans ses prochaines interventions, une stratégie adaptée aux contextes et spécificités de chaque localité. Et aux communautés d'accepter culturellement les stratégies qui leurs sont proposées et de développer leurs capacités de résilience face au Covid-19. Nous sommes dans une démarche de co-construction du message avec les communautés rencontrées », a souligné le Directeur Technique de l'ANCS Massogui Thiandoum.

L'évaluation de cette stratégie des volontaires de l'ANCS a permis de relever des forces, des faiblesses des leçons apprises. Et ces recommandations seront prises en compte lors de la deuxième phase de cette campagne des volontaires qui va s'étendre à travers les autres régions du Sénégal.

L'ANCS adresse ses remerciements à tous ses partenaires qui ont contribué de près ou de loin à renforcer la riposte communautaire contre la Covid-19. Il s'agit du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, Coalition Plus et Expertise France, sans oublier les organisations communautaires de base qui ont servi de cheville ouvrière dans cette stratégie des volontaires de l'ANCS.



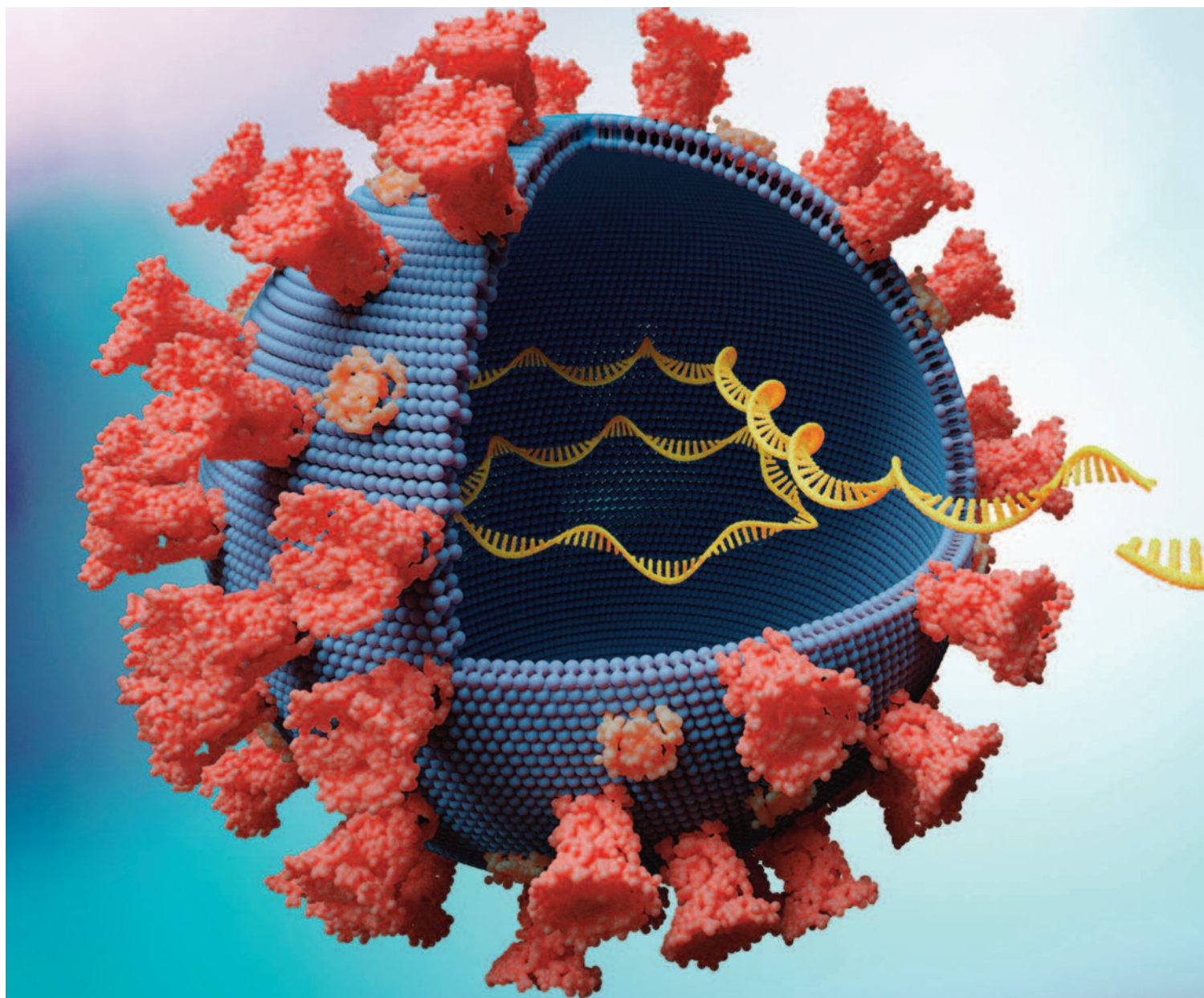
Issa NIANG
Responsable Communication
Marketing ANCS



COVID-19 ET VIH

1 ÉPOQUE, 2 ÉPIDÉMIES, 3 OPPORTUNITÉS

*Un nouveau rapport de l'ONUSIDA examine comment les pays confrontés à la COVID-19 s'appuient sur l'expérience et l'infrastructure liées à la riposte au sida pour consolider celle aux deux pandémies. COVID-19 et VIH : 1 époque, 2 épidémies, 3 opportunités : comment saisir cette opportunité exceptionnelle pour mobiliser les enseignements et tirer pleinement parti d'une synergie afin d'ouvrir la voie vers la santé et les droits universels, le rapport montre qu'en identifiant les changements dynamiques nécessaires, les pays trouvent des systèmes efficaces, inclusifs, équitables et le financement indispensable. **



Le rapport met en avant la manière dont la riposte au VIH peut dynamiser celle à la COVID-19 afin que les efforts déployés ne pénalisent pas la riposte au VIH ou d'autres priorités sanitaires cruciales. Selon ce document : « À l'heure où l'humanité déploie des efforts ciblés pour ralentir la propagation de la COVID-19, nous devons parallèlement redoubler d'efforts pour limiter toute interruption des services liés au VIH et favoriser leur retour rapide à la normale, y compris en assurant la continuité de la délivrance des technologies et des biens essentiels pour lutter contre le VIH et d'autres priorités sanitaires cruciales. »



Le rapport reconnaît les particularités des deux pandémies, mais insiste sur leurs caractéristiques communes et prône l'intégration des enseignements stratégiques du VIH pour éviter de nombreux écueils à la riposte à la COVID-19. Il est ainsi essentiel de gagner le soutien des communautés et de s'assurer leur leadership. Le militantisme communautaire a accéléré la délivrance de médicaments vitaux contre le VIH. La surveillance communautaire a alerté les autorités de dangereuses ruptures de stocks de médicaments. Les communautés ont livré à domicile des tests de dépistage du VIH ainsi que des services de soins. En outre, elles déploient leurs efforts pour faire abroger les lois punitives qui éloignent les populations comme les gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnelles du sexe et les toxicomanes des services de santé vitaux. « L'émergence de la COVID-19 a mis en lumière les faiblesses sous-jacentes des systèmes de santé : ils manquent de ressources et de personnel, ils sont mal préparés et non pérennes », a déclaré Mme Byanyima. « L'ONUSIDA appelle à repenser ces systèmes afin qu'ils soient inclusifs, justes et équitables. »

L'opportunité qu'offrent la COVID-19 et la riposte au VIH doit servir à repenser un système de santé efficace pour les individus, optimal et efficient, suffisamment financé et doté en personnel, qui implique aussi les communautés en qualité de partenaires de santé indispensables.

L'APPEL DU FONDS MONDIAL

Un nouveau rapport du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme publié le 14 septembre 2020 lance un appel à « agir et à investir urgemment pour préserver des décennies de progrès contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, menacés par la pandémie de Covid-19 ».



Des progrès menacés

Dans l'ensemble, dans les pays où le Fonds mondial investit, le « nombre annuel de décès liés au sida, à la tuberculose et au paludisme a diminué de moitié depuis le pic des épidémies », note le rapport. Mais le rapport 2020 montre que « ces progrès pourraient être anéantis par les effets de la pandémie de Covid-19 » et met en garde contre une « possible hausse fulgurante du nombre de décès et d'infections liés au VIH, à la tuberculose et au paludisme dans les douze prochains mois ». En 2019, le Fonds mondial a réalisé des progrès significatifs sur plusieurs fronts. En effet, si les filles restent davantage touchées par le VIH que les garçons, le taux d'infection des adolescentes et des jeunes femmes a diminué de 51 % depuis 2010 dans treize pays prioritaires d'Afrique subsaharienne où le Fonds mondial investit. Par ailleurs, le Fonds mondial a financé l'achat de 3,7 millions de kits d'autotests, l'accès à différents modes de dépistage étant essentiel pour mettre fin au VIH en tant que menace pour la santé publique. Aujourd'hui, ces avancées sont « menacées par le coronavirus ».

Le rapport montre ainsi que par endroit, le nombre de dépistages du VIH a diminué de moitié et les notifications de cas de tuberculose ont chuté de 75 %, ce qui pourrait conduire à une hausse des nouvelles infections, les personnes ignorant leur statut étant susceptibles de transmettre le virus à d'autres. En outre, nombre de pays ont été contraints de reporter leurs campagnes de distribution de moustiquaires, laissant ainsi sans protection les personnes particulièrement vulnérables au paludisme, en majorité des enfants ».

Adapter les programmes et renforcer les systèmes de santé

Le Fonds mondial a réagi assez vite pour aider les pays à faire face à ces difficultés. Depuis mars 2020, plus de « 700 millions de dollars (...) ont été attribués à 103 pays et onze programmes multi-pays pour combattre la Covid-19 en généralisant les tests, la recherche des cas contacts et les équipements de protection à destination des agents de santé, qui sont en première ligne ; en adaptant les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme existants afin d'en préserver les progrès ; et en renforçant les systèmes de santé afin de prévenir leur effondrement et de garantir, au contraire, qu'ils puissent assurer la bonne administration des traitements et des vaccins lorsque ces derniers seront disponibles ». « Nous sommes à un tournant », a ajouté Peter Sands, directeur du Fonds mondial. Ou bien nous acceptons de voir réduits à néant les progrès accomplis dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et de faire marche arrière dans la poursuite des Objectifs de développement durable, ou nous agissons maintenant, rapidement et à la bonne échelle, en investissant bien plus de moyens que ceux engagés jusqu'à présent, pour à la fois contrer les effets directs de la Covid-19, et en atténuer les répercussions sur la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.



DR KINE NDIAYE

COORDONNATRICE DU CENTRE
DE TRAITEMENT AMBULATOIRE (CTA)



Dans ce contexte de COVID 19, beaucoup d'activités ont été impactées. Le Centre de traitement ambulatoire est spécialisé dans la prise en charge des personnes vivant avec le VIH. Comment la COVID 19 a affecté la mise en œuvre de vos activités ?

Oui le Centre de Traitement Ambulatoire de Dakar (CTA) qui suit des PVIH, a vu ses activités impactées par la COVID19.

D'abord l'état d'urgence sanitaire, décrété au Sénégal de Mars à Juin a engendré une interdiction des déplacements inter-régionaux, une restriction des déplacements intra régionaux.

Ainsi les PVIH résidant hors de Dakar ne pouvaient pas venir à leur rendez-vous et ceux résidant à Dakar, avaient des problèmes de moyens de transport intra urbain.

Vous traitez des personnes vivant avec le VIH, donc vulnérables. On a vu que la majeure partie de la population n'allaient pas à l'hôpital. Comment vous vous en êtes pris pour ne pas rompre la chaîne de traitement ?

Pour assurer une continuité de l'offre de service de prise en charge VIH dans le contexte COVID19, le Centre de Traitement Ambulatoire de Dakar (CTA), appuyé par ses partenaires, a dû mettre en place de nouvelles activités :

- Mise en place d'un dispositif de sécurité pour protéger les patients fréquentant la structure et le personnel soignant (tri des patients avec prise de température à l'entrée, lavage des mains, distributeurs automatiques de gel, dotation et port obligatoire de masque)
- Formation sur COVID et VIH des écoutants de ligne d'aide à distance et des médiateurs en santé pour accompagner et orienter les PVVIH
- Identification des patients attendus au service entre Mars et Juin à partir de la base de données des rendez-vous
- Appels téléphoniques des patients attendus pour les informer sur COVID et VIH, les rassurer sur la continuité du service au centre mais aussi la possibilité de fréquenter l'hôpital Fann sans être exposés
- Appels téléphoniques pour référer les PVVIH se trouvant hors de Dakar, vers des sites de Prise en charge de leur localité pour une dotation d'ARV
- Déplacements pour une dispensation Communautaire à domicile d'ARV à certains patients présentant des facteurs de risque ou des vulnérabilités ou des difficultés de déplacements

Le conseil National de Lutte contre le sida est de vos partenaires dans le cadre de la prise en charge. En quoi le CNLS vous a été utile dans le contexte COVID 19 ?

Le CNLS a particulièrement accompagné l'équipe du CTA pour une continuité de l'offre de service de prise en charge VIH dans un contexte COVID19.

Le CNLS a d'abord fourni des moyens financiers pour :

- L'atelier de formation des écoutants et des médiateurs,
- Les déplacements pour distribution communautaire des ARV à domicile pour les patients,
- Les frais de communication téléphonique pour appeler les PVVIH

Ensuite le CNLS a fait, au CTA, une dotation en nature composée de (avec des quantités pouvant tenir sur deux mois :

- Masques chirurgicaux, Masques FFP2/KN 95, Masques en tissu
- Savon liquide, eau de javel,
- Gels hydro alcooliques
- Thermo flash (5), appareils tensiomètres (5)
- Gants, Surblouses, mouchoirs essuie-tout

La coordonnatrice du CTA, l'ensemble du personnel, les PVVIH suivis au centre expriment une immense gratitude à l'endroit du CNLS pour leur accompagnement financier lors des activités de résilience face à la pandémie à COVID19. Grâce au CNLS, l'équipe du CTA a pu éviter des ruptures de traitement ARV chez les PVVIH pendant le confinement COVID19.



CHU FANN Code postal : 25927 • Ville : Dakar
Tél : +221 33 869 09 09 • Email : cnls@cnls-senegal.org